

# eMag de l'Action climat en Afrique

#6 Energies renouvelables en  
Afrique

Jeudi 3 octobre 2024



En partenariat avec



# L'œil de l'Observatoire : Financement des EnR en Afrique

**Mélaine Assè-Wassa Sama, Climate Chance &  
Victor Bérenger, Enerdata**



Mélaine Assè-Wassa Sama, Chargé de projet Action climat en Afrique chez Climate Chance et Victor Bérenger, Chargé des politiques énergie et climat chez Enerdata présentent la note d'analyse sur le financement des EnR en Afrique produite par l'[Observatoire de l'action climat en Afrique](#).



**Si nous comparons le nombre de coupures d'électricité en Afrique au potentiel de production d'énergies renouvelables du continent, nous constatons un problème !**

## **Le potentiel de production d'énergies renouvelables en Afrique :**

- L'Afrique possède 40% du potentiel mondial de production d'énergies renouvelables estimé à 2 431 765 térawatts/heure/an (TWh/an).

## **Le financement est indispensable pour atteindre ces objectifs :**

- L'Afrique n'a attiré que 2% des investissements mondiaux de la transition énergétique pendant la décennie écoulée.
- Déclaration de Nairobi (2023) : atteindre au moins 300 gigawatts de capacité de production d'énergies renouvelables de l'Afrique d'ici à 2030. Cet objectif est assez ambitieux, si l'on sait qu'en 2022, ce chiffre d'élevait seulement à 66 gigawatts.
- Un investissement de 600 milliards de dollars.

## **Plusieurs contraintes pour atteindre l'objectif de Nairobi :**

1. La nécessité d'atteindre un niveau d'ajout de capacité jamais égalé. Dans la décennie précédente, les ajouts moyens égalaient 2,7 gigawatts par an, alors qu'il faudrait augmenter ce chiffre à 30 gigawatts par an.
2. Le faible niveau de maturité des projets renouvelables d'ici 2030. Si l'on regarde le pipeline de projets d'ici 2030 selon le niveau de maturité, nous notons que 55% des projets sont encore en cours de construction, 27% sont planifiés et 14% sont annoncés.

## **Les renouvelables, une solution pour améliorer l'accès à l'énergie à bas coût ?**

- Le solaire et l'éolien, depuis 2022, sont compétitifs par rapport aux énergies fossiles.
- D'ici 2030 et 2050, cette tendance va s'accélérer et il sera donc possible de concilier décarbonation des systèmes électriques et renforcement de l'accès à l'énergie.



Lire la note d'analyse : « Financement des énergies renouvelables en Afrique » bientôt sur notre site



En partenariat avec



# Revue de presse

## Habib Tizi, Afrive



Habib Tizi, journaliste chez [Afrive](#) présente des articles autour de la finance verte en Afrique.



**L'Afrique se positionne comme un acteur clé de la finance verte, mobilisant des fonds pour des projets durables allant des énergies renouvelables à l'agriculture responsable.**

### **L'AFRIQUE, LEADER MONDIAL DES FINANCEMENTS POUR LES MINI-RÉSEAUX ÉLECTRIQUES**

Selon un rapport publié le 14 août par Sustainable Energy for All (SEforALL), l'Afrique reçoit environ 87 % des investissements mondiaux pour le développement de mini-réseaux électriques, représentant plus de 3,1 milliards de dollars au total, dont près de 2,7 milliards de dollars sont alloués aux pays africains. Cette dynamique est particulièrement significative dans le contexte de l'électrification des zones reculées d'Afrique subsaharienne, où les mini-réseaux jouent un rôle crucial.



### **NIGERIA : NOUVEAU SIÈGE DE LA BANQUE AFRICAINE DE L'ÉNERGIE (AEB)**

Le Nigeria a été choisi pour accueillir le siège de la Banque africaine de l'énergie (AEB), une nouvelle institution panafricaine dédiée au financement de projets pétroliers et gaziers en Afrique. Cette annonce a été faite par le ministre nigérian des Ressources pétrolières, Heineken Lokpobiri, le jeudi 4 juillet 2024. La création de la Banque africaine de l'énergie avait été annoncée en mai 2022 par la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) et l'Organisation des producteurs de pétrole africains (APPO).

Cette nouvelle institution, qui disposera initialement d'un capital de 5 milliards de dollars, devrait contribuer à réduire la pénurie de financements des projets pétroliers et gaziers en Afrique, dans un contexte de désengagement accru des bailleurs de fonds internationaux des investissements dans les énergies fossiles.



### **Des fonds d'investissement se cacheraient derrière le « vert » pour financer les énergies fossiles**

Une enquête du média indépendant Climate Home News a révélé que de l'argent de ce fonds a été investi dans des projets gaziers et pétroliers. La nouvelle a eu l'effet d'une bombe chez les défenseurs de l'environnement.

Quatre mois plus tard, « l'un des fonds initiaux soutenus par ALTERRA avec un engagement de 300 millions de dollars a accepté d'acheter un important gazoduc fossile en Amérique du Nord », selon Climate Home qui a découvert, après enquête, que « Global Infrastructure Fund IV » de BlackRock a acquis la moitié du réseau de transport de gaz naturel de Portland, long de 475 km, Morgan Stanley prenant le reste dans le cadre d'une transaction d'une valeur globale de 1,14 milliard de dollars.

Ce n'est pas la première fois que ces dérives sont constatées, regrette Andreas Sieber, directeur associé de l'ONG 350.org. « L'argent a été caché en le confiant à un gestionnaire d'actifs financiers puis en le faisant passer par des fonds secondaires. Ce fonds était présenté comme un fonds pour le climat. Il était en tout cas présenté comme tel par un patron du secteur pétrolier. »



En partenariat avec



# CoMSSA - Accompagner les collectivités africaines vers le financement de leurs projets EnR

**Florent Gallois, Expertise France**



Florent Gallois, Coordinateur du projet de soutien à la CoM SSA chez Expertise France, nous explique comment Expertise France a accompagné les collectivités africaines dans leurs projets d'énergies renouvelables et revient sur les résultats de cet accompagnement.

## La Convention des Maires pour l'Energie et le Climat :

- 12 000 + signataires dans le monde
- 300 + signataires en Afrique
- 137 millions de personnes impactées
- 9 à 15 plus grandes villes africaines

L'objectif est d'échanger et partager l'expérience et les bonnes pratiques, de porter les revendications des collectivités dans les instances climatiques et d'identifier et diffuser les opportunités de financement.

## Le rôle des collectivités dans la transition énergétique :

- Planifier l'action via des études de diagnostic (de la collecte de données) et des démarches participatives
- Accompagner la structuration de projet par un appui juridique et administratif et la mise en relation. Volonté de réunir les acteurs pour échanger et identifier les porteurs de projets potentiels et les accompagner.
- Impulser la transformation via le patrimoine et les bâtiments publics municipaux, la flotte de véhicules et la sensibilisation.

**Il est essentiel pour des demandeurs de financements de projets EnR, d'avoir des données claires, pour parler le même langage que les bailleurs.**

## Projet biogaz à Kisumu, Kenya

Projet ancré dans un plan climat, initié par Kisumu, qui passe par une compréhension du terrain pour dimensionner les besoins :

- 77% de la population dépend de la biomasse comme énergie de cuisson, seulement 0.05% d'entre eux utilisent du biogaz
- 71 milles tonnes de déchets produits par an et 2 millions de m3 d'eaux usées

Grâce au financement de la convention des maires et de l'EU, 3 unités de biogaz ont été construites et ont permis de démontrer la pertinences des solutions proposées.



## L'accès aux financements :

- Identifier et comprendre les opportunités de financement en les cartographiant et en les classant selon leur accessibilité
- Structurer un projet en tenant compte des attentes et objectifs des partenaires
- Aujourd'hui, sélection du projet par la BEI pour un financement de 11M euros + étude de faisabilité en cours financée par le GAP fund pour 300 000 euros



En partenariat avec



# L'importance de l'action locale pour les EnR au Cameroun

## Gérard Ntchouabia, Association Camerounaise pour les Energies Renouvelables (ACER)



Gérard Ntchouabia, Président de l'Association Camerounaise pour les Energies Renouvelables explicite l'importance de l'action locale pour le déploiement des énergies renouvelables, notamment au Cameroun.

Gérard revient sur les 4 groupes d'acteurs non-étatiques :

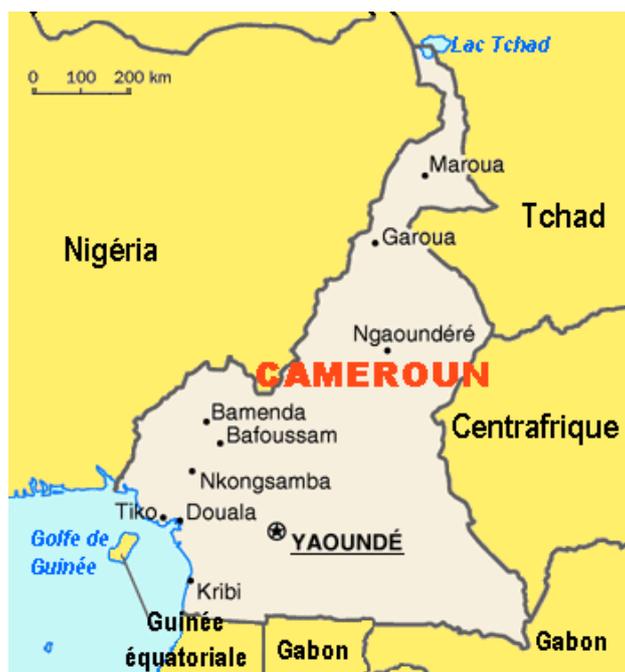
- associations et ONG
- acteurs du secteur privé
- le secteur de la recherche
- les collectivités territoriales décentralisées

Plusieurs pays ont établi des politiques pour attirer les financements pour l'adaptation et l'atténuation climatique. C'est un enjeu pressant car le financement freine le déploiement des énergies renouvelables. Il est important d'inclure les autorités locales ; les acteurs politiques locaux sont un maillon essentiel pour un développement des EnR ancré localement et cohérent. Il y a une nécessité de créer de lien entre l'échelle locale et nationale sinon frein au financement.

Les collectivités et les autorités municipales sont souvent responsables des services qui contribuent à résoudre ces problèmes liés au changement climatique. Entre autres, le transport, l'urbanisme et la gestion de l'eau. Les autorités locales peuvent aussi contribuer à évaluer les actions et déterminer les risques pour adopter des mesures d'adaptation adéquates.

### Le cas typique du Cameroun :

- Il y a un frein institutionnel au financement ; les autorités locales n'ont pas accès aux financements. Le problème étant qu'il n'y ait pas de stratégie nationale.



En partenariat avec



# Défis pour l'accès aux financements

## Exemples en Afrique de l'Ouest

### Djadji Toure, Avento Conseils



Djadji Toure, Directeur du Développement en Afrique chez Avento Conseils nous présente quelques exemples de projets en Afrique de l'Ouest qui ont fait face aux défis liés à l'accès aux financements pour le déploiement d'énergies renouvelables.

#### Qui est Avento Conseils ?

- Entreprise familiale d'ingénierie, Avento conçoit, développe, installe des centrales de production d'énergies renouvelables en France et en Afrique.
- C'est une branche de l'entreprise Valorem qui a été créée en 2011.
- Ils interviennent en France, au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Togo, au Bénin et en Tunisie.

#### Rappel de l'état des lieux en Afrique :

- En 2022, plus de 600 millions d'africains (40% de la population) n'avaient toujours pas accès à l'électricité
- L'Afrique n'attire que 3% des investissements mondiaux dans le secteur de l'énergie et seulement 2% dans les EnR.
- La demande d'électricité devrait augmenter de 60% d'ici 2030 (AIE, 2023)

#### Les obstacles au développement des EnR :

- Cadre réglementaire inadapté ; Problème de solvabilité des Offtakers publics ; Risque relatif à la sécurisation foncière ; Risque de change ; Raccordement

**Quelques pistes de solutions : Cadre réglementaire pour donner plus de visibilité aux acteurs privés ; assurer l'équilibre financier des opérateurs publics d'électricité ou mettre en place un système de garantie (véhicule financier international qui apporterait des garanties) ; mobiliser davantage de financements à taux concessionnels et les rendre plus accessibles...**

#### Focus sur le cadre juridique des EnR - Exemple de la Côte d'Ivoire :

- Il y a un cadre au niveau national, mais ces cibles ne sont pas encadrées légalement. Il n'y a aucune obligation d'atteindre les objectifs fixés. L'action est dès lors très limitée.

INDICATORS		
1 Legal framework for renewable energy		
Sub Indicators	Yes/No	Feedback
Legal framework for renewable energy		
Does the legal framework allow private sector ownership of renewable energy generation?	✓	🗨️
Does an official renewable energy target exist?	✓	🗨️
Is the target legally binding?	✗	🗨️
Is the RE target linked to international commitments (e.g. NDC or regional commitment)?	✓	🗨️
Is there a renewable energy action plan or strategy to attain the target?	✗	🗨️

#### Focus sur les risques de l'Offtaker :

- Les développeurs aujourd'hui en Afrique n'ont pas de garantie de paiement lorsqu'ils développent des projets d'EnR. Ils veulent donc avoir des garanties venant de l'Etat, ce qu'il n'obtiennent pas à cause de l'interdiction venant de la Banque mondiale et la FMI.
- Beaucoup de pays sont aujourd'hui en déficit pour cette raison.

#### Focus sur le coût du capital :

- Le coût du capital est 2 à 3 fois plus élevé en Afrique, comparé à la Chine par exemple.
- Le solaire reste l'énergie la moins chère en Afrique.



En partenariat avec



# Accès à l'énergie et financements des minigrids en Afrique

Camille André-Bataille, Anka



Camille André-Bataille, co-fondatrice et directrice générale d'Anka aborde l'accès à l'énergie via les minigrids et les problématiques de financement (blended finance) pour faire progresser ce secteur pour l'atteinte de l'ODD7.



**Chez Anka, nous considérons l'énergie comme un moyen de financement et pas comme une fin en soi.**

**L'accès à l'énergie fait partie des principaux corps de métier d'Anka :**

1. Premièrement via les mini réseaux (à Madagascar notamment), qui permettent un meilleur accès à l'électricité sur le continent africain. Ce corps de métier est à mi chemin entre le secteur public et privé car Anka est en délégation de service public. En effet, les cadres réglementaires ont permis la libéralisation du marché et l'entrée du secteur privé dans celui-ci.
2. Ensuite, il y a les applications d'énergie, qui représente la mise en oeuvre de la vision écosystémique d'Anka. Au delà du développement et la construction des infrastructures énergétiques pour la production d'électricité, Anka accompagne les bénéficiaires sur certains axes principaux : le développement de l'agriculture et de la cuisson, l'accompagnement d'entrepreneurs (surtout le secteur informel en zones rurales).

**Anka fournit également des solutions d'énergie solaire pour le secteur privé non étatique :**

- Avec des propositions techniques et financières notamment pour la transition énergétique et l'accès à l'énergie. Il s'agit d'accompagner les usagers (par exemple une mine, le secteur de l'hôtellerie, etc.) qui souhaitent avoir un mix énergétique plus intéressant, incluant des énergies renouvelables.

**Finalement, Anka offre des services de conseil et de l'assistance technique :**

- Ils accompagnent des organismes, que ce soit dans le développement et l'implémentation de projets, que dans l'amélioration des cadres réglementaires, les mixes énergétiques, les nouveaux marchés, etc.

**Financement :**

- Combinaison de plusieurs outils financiers : subventions, capitaux, dettes → finance mixte qui représente à la fois tout le pouvoir du secteur de l'énergie et qui en fait toute sa complexité en même temps. On a autant besoin de mobiliser des bailleurs, la communauté internationale et les gouvernements locaux pour la subvention.
- En Afrique, il y a un manque d'incitation fiscale aux énergies renouvelables, créant un blocage.
- Sur le plan de la dette, il y a un manque d'implication et d'offre de produit financier adapté pour soutenir le développement des EnR, notamment en devise locale.
- Concernant les capitaux propres, l'implication des acteurs privés est trop faible

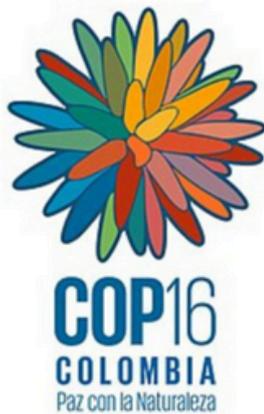


En partenariat avec



# Prochains événements

21 octobre au 1 novembre  
à Cali, Colombie



4 au 8 novembre au Caire,  
Egypte

WORLD  
URBAN  
FORUM



11 au 22 novembre à Baku,  
Azerbaïdjan



En partenariat avec



*eMag écrit par Estelle Methens*

association@climate-chance.org  
www.climate-chance.org